

21 octobre 1961, Québec

Journée des Anciens de Laval

Je voudrais d'abord vous exprimer, mes chers amis et chers confrères d'Université, combien je suis heureux de me retrouver aujourd'hui parmi vous. J'ai l'occasion par cette rencontre de renouer connaissance avec des camarades qui, comme moi, ont eu le privilège de fréquenter l'Université à laquelle nous devons tant; je revois de vieux amis que le sort ou les occupations différentes tiennent loin du milieu où je dois évoluer. Il y a aussi de ces vieux amis – car je les considère toujours tels – dont les opinions politiques ne correspondent pas toujours aux miennes. Ils ne m'en voudront pas, j'en suis certain, de signaler cette différence, car ils savent, comme moi, qu'il faut de tout pour faire un monde ... Je leur dis, à eux aussi, qu'il me fait plaisir de les rencontrer, car, en définitive, nous avons au moins une chose en commun, une qualité dont tous ceux qui sont ici présents sont fiers: cette chose, cette qualité, ce titre de gloire, c'est d'être ancien de Laval. Je profite de l'occasion qu'on me donne ce soir de vous adresser la parole pour remercier tout particulièrement ceux qui ont pensé à me remettre la médaille des Anciens pour l'année 1960-61. C'est avec grande joie que j'accepte cet honneur qui me touche. Je l'accepte non pas parce que j'ai la prétention d'y avoir droit, mais parce que j'y vois de votre part une marque d'amitié et de confiance dont je vous suis reconnaissant. Veuillez croire que j'essaierai de me montrer aussi digne de l'honneur que vous me faites, que vous y avez vous-mêmes mis de sincérité à me l'offrir.

Je vous ai dit, il y a un instant, que nous étions tous des Anciens de Laval; c'est d'ailleurs pour cette raison que nous pouvons tous nous réunir ici. Mais, je ne sais pas si vous vous êtes fait la même réflexion, nous ne sommes pas à proprement parler des Anciens. Car le mot « ancien » a une résonance additionnelle que je n'aime pas, du moins par rapport à Laval; il laisse supposer que les liens que nous avons avec l'Université de notre temps d'étudiants sont maintenant coupés et que, si nous nous réunissons une fois par année, lors des journées des Anciens, c'est parce que nous voulons ensemble remuer de vieux souvenirs.

En réalité je ne crois pas qu'il y ait d'Anciens, de Laval dans ce sens-là. Je ne pense pas qu'aucun de nous ait l'impression que ses liens avec l'Institution qui, l'a formé ont été coupés au moment où il l'a quittée. L'Université Laval a justement ceci de remarquable qu'on ne la quitte jamais. Elle nous suit partout, ou plus exactement elle nous accompagne. Les connaissances que nous y avons puisées, nous nous en servons encore tous les jours; l'esprit qu'elle nous a insufflé, il continue de marquer toute notre personnalité; son influence sur notre comportement est désormais indélébile. Quand je dis que l'Université Laval nous accompagne, je pense aussi à autre chose. Notre Université, car c'est notre Université, évolue constamment. Elle nous accompagne dans le temps, elle suit le progrès de toute notre province, et, souvent, elle le précède. Sans Laval, le Québec d'aujourd'hui ne serait pas ce qu'il est devenu; sans Laval, il nous manquerait quelque chose que nous chercherions vainement à remplacer. Je doute qu'on puisse un jour établir précisément l'étendue du rôle que Laval a pu jouer au cours de notre histoire, mais nous savons tous instinctivement que ce rôle est immense. Nous nous en rendons compte à chaque moment, et à chaque moment nous découvrons dans quelle mesure notre Université a fourni à notre peuple l'armature

intellectuelle et spirituelle dont il jouit présentement et qui a pour beaucoup contribué à assurer sa survivance.

Si notre peuple, en général, doit tant à l'Université Laval – et aussi aux autres institutions d'enseignement de tout genre répandues à travers toute la province – il est difficile d'imaginer quelle dette ont, à son égard, ceux qui ont eu, personnellement, le privilège de la fréquenter. En effet, il s'agit d'un privilège, et d'un privilège auquel ne peuvent encore aspirer un trop grand nombre de nos citoyens. Cette situation a quelque chose de navrant. Il arrive que, dans notre société, comme dans bien d'autres du monde, un bien aussi précieux et aussi indispensable à l'heure actuelle que l'éducation, et surtout l'éducation universitaire n'est accessible qu'à une minorité de la population. Si encore cette minorité groupait tous les jeunes citoyens dont le talent permet d'entreprendre des études approfondies, la situation serait moins grave. Mais tel n'est pas le cas. Vous savez tous, aussi bien que moi, que le critère d'entrée dans nos institutions universitaires est non pas le seul talent, mais aussi la situation sociale ou le degré de fortune de la famille d'où provient le jeune étudiant.

Je ne prétends pas que, idéalement, tous les citoyens d'un pays devraient ou pourraient posséder une éducation universitaire. Ce genre d'éducation ne convient pas à tous les talents, ni à tous les goûts. De plus, il existe d'autres branches de l'activité intellectuelle où les aptitudes individuelles peuvent s'épanouir pour le plus grand bienfait de la société.

Il n'en reste pas moins, vous en conviendrez, que l'accession à l'éducation supérieure à trop souvent dépendu de critères socialement injustes.

Bien entendu, des pères de famille de conditions modestes ont parfois pu, au prix de sacrifices énormes, et j'en sais quelque chose, donner à leurs enfants une éducation supérieure. Des étudiants peu fortunés ont parfois aussi réussi à s'instruire grâce à leur travail pendant l'été ou pendant l'année ou encore grâce à des emprunts, cela aussi, j'en sais quelque chose. Les gouvernements ont également fait leur part en accordant des bourses aux étudiants les plus doués. Des sociétés patriotiques, des groupements d'hommes d'affaires ou encore des entreprises commerciales ont, de leur côté, agi un peu dans le même esprit en encourageant par leur support financier beaucoup d'étudiants à poursuivre leurs études.

Tous ces efforts méritent d'être signalés parce qu'ils ont atténué, dans bien des cas, les résultats néfastes de l'inégalité des chances au point de départ. On ne peut cependant s'attendre que de telles initiatives – ce que reconnaissent d'ailleurs ouvertement ceux qui les suscitent rendent l'éducation supérieure accessible à tous ceux qui pourraient et devraient en profiter. Elles touchent trop peu d'étudiants pour cela et, surtout, elles n'atteignent généralement ceux-ci qu'au moment où ils sont prêts à entreprendre des études universitaires. À ce moment, la sélection par le critère financier, si je peux m'exprimer ainsi, est presque terminée. Ceux qui ont jugé ne pas en avoir les moyens ont déjà depuis longtemps, abandonné tout espoir; plusieurs, de ce fait n'ont même pas commencé leurs études secondaires. Fondamentalement donc, et malgré les corrections qu'on a pensé apporter à ce processus naturel de sélection, celui-ci demeure injuste. Il nous faut toujours en revenir à la même conclusion: la possibilité d'acquérir un niveau élevé d'éducation continue aujourd'hui encore de dépendre beaucoup plus des ressources financières des

intéressés que de leurs talents. Lorsqu'on est obligé, dans une société, de porter un tel jugement, c'est qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond, c'est qu'il y a un mécanisme de faussé quelque part. Car on ne peut considérer l'épanouissement intellectuel, la culture, la formation comme des privilèges réservés à quelques élus; ce sont des droits que tout citoyen intelligent et capable d'en profiter acquiert du fait même qu'il naît dans une société démocratique faisant partie d'un monde évolué.

Mais ce n'est pas tout. Au Canada français – comme je l'ai souvent mentionné — nous avons une raison de plus de mettre un terme à la situation que je viens de décrire. Notre histoire, notre géographie nous ont situés dans le continent nord-américain de telle sorte que nous ne formons qu'une très petite minorité par rapport à une énorme population d'origine et de mentalité anglo-saxonne. Nous avons donc besoin de toutes nos forces pour nous affirmer, pour nous réaliser collectivement. Il nous est désormais impossible de vivre repliés sur nous-mêmes comme ce fut le cas pendant plusieurs générations.

Il nous faut aussi entreprendre de façon dynamique la reconquête économique de notre territoire, il nous faut planifier le développement de notre économie. Nous ne pouvons plus laisser à des forces aveugles le soin de résoudre les nombreux problèmes avec lesquels nous sommes encore aux prises. Notre peuple doit au contraire participer à l'édification du monde dans lequel il désire vivre. Or ce n'est pas seulement en investissant des capitaux, en construisant de nouvelles usines, en exploitant de nouvelles richesses que nous réussirons à nous acquitter pleinement des tâches qui nous incombent en ce domaine. Le capital le plus précieux est le capital humain. C'est ce capital qu'il importe de rendre plus efficace et c'est par un effort intense en matière d'éducation qu'il deviendra tel. En somme, par l'éducation accrue, non seulement nous assurerons la permanence du fait français en Amérique, mais nous donnerons aussi à notre population les moyens d'acquérir le niveau de vie matériel qu'il est en droit de désirer. Comme vous le savez, le gouvernement du Québec est tout à fait conscient, pour ces raisons, du rôle qu'il doit jouer dans le domaine de l'éducation et de la culture. Il a aussi compris que l'éducation accrue, dans l'époque où nous vivons, protégera mieux l'entité propre de notre peuple et lui permettra de mieux se réaliser tant au point de vue culturel qu'au point de vue économique.

Je n'ai pas l'intention de vous présenter une revue de la législation que nous avons adoptée à ce propos. Même si elle est abondante, je sais qu'elle demeure incomplète, je sais surtout qu'il faudra un certain délai pour que ses effets profonds commencent à se faire sentir. Nous n'avons fait qu'établir les premiers jalons d'une véritable politique de grandeur nationale. Il nous reste énormément à accomplir et nous comptons beaucoup, à ce sujet, sur les conclusions de la Commission d'Enquête que préside le vice-recteur de Laval.

Certains diront peut-être que nous avons surestimé l'aptitude du Québec à entreprendre une tâche d'une telle envergure, que nous aurions dû en somme nous contenter d'apporter au problème de l'éducation chez nous de nouveaux palliatifs.

Cependant, si nous avons choisi d'agir ainsi je crois sincèrement que nous aurions manqué à notre devoir. En d'autres termes, nous avons le choix entre une démission virtuelle en face des tâches que l'avenir immédiat impose au Canada français et l'acceptation réfléchie des défis qui l'attendent.

Nous avons préféré la voie la plus difficile car nous sommes convaincus que c'est en nous y engageant que nous pourrons, avec la collaboration de tous les éléments dont se compose notre société, commencer dès aujourd'hui à édifier le Québec de demain.

L'esprit dans lequel nous nous attaquons aux problèmes de l'éducation est le même que celui qui nous inspire dans le domaine, par exemple, des richesses naturelles, de la santé ou du bien-être. Nous n'avons jamais prétendu réaliser de miracles; nous voulons seulement faire notre possible. Et c'est en nous consacrant pleinement à atteindre cet objectif que nous croyons pouvoir assurer l'affirmation de notre groupe ethnique et la grandeur de la communauté québécoise.